

HOWELL, Alison, *Governance and Global (Dis)Orders. Trends, Transformation and Impasses*, Toronto, York Centre for International and Security Studies, 2004, 312 p.

Alice Landau

Volume 36, numéro 2, juin 2005

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/011420ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/011420ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

IQHEI

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Landau, A. (2005). Compte rendu de [HOWELL, Alison, *Governance and Global (Dis)Orders. Trends, Transformation and Impasses*, Toronto, York Centre for International and Security Studies, 2004, 312 p.] *Études internationales*, 36(2), 247–248. <https://doi.org/10.7202/011420ar>

n'est qu'un élément de la lutte pour le pouvoir qui s'exprime à l'intérieur d'une nation. Il est clair que Moscou ne va pas revendiquer ses valeurs régionales à partir du moment où celles-ci sont défendues par le niveau national, au détriment parfois des autres régions. Cette influence dans l'État des acteurs subétatiques est assez mal rendue dans ce livre, ce qui déséquilibre un peu le propos. Il n'en reste pas moins que ce livre donne des informations intéressantes sur cette dimension des relations internationales.

Jacques FONTANEL

*Université Pierre Mendès France  
Grenoble, France*

**Governance and Global  
(Dis)Orders. Trends,  
Transformation and Impasses.**

*HOWELL, Alison. Toronto, York Centre  
for International and Security Studies,  
2004, 312 p.*

Cet ouvrage est l'œuvre d'auteurs canadiens travaillant pour la plupart à York University. Il analyse les désordres mondiaux et introduit les deux désordres les plus menaçants pour la planète : le terrorisme international et le crime organisé transnational qu'il cherche à définir. Il reprend les définitions qu'en donne le FBI, le Département d'État, l'acte patriote, le sous-comité sur le terrorisme, la sécurité intérieure et la Russie. Il cherche ensuite à clarifier le concept de légitimité de l'utilisation de la force après la guerre froide. C'est un concept central parce qu'il est important que les États n'outrepassent pas leur pouvoir. Les États sont concernés par la légitimité de

leur intervention parce que la légitimité est constitutive de l'action internationale et que les actions des États sont contraintes si elles ne peuvent être justifiées par la légitimité. En fait, le recours à la force est permis seulement dans le cas où un État agit contre un autre État dans une situation d'autodéfense, dans le cas des États-Unis agissant en réponse à une menace ou à une rupture de la paix, ou dans le cas d'une agence régionale agissant sous l'autorisation du Conseil de sécurité. L'ouvrage fournit des études de cas : l'Irak, le Kosovo et l'Afghanistan, le cas le plus légitime, puisque l'intervention américaine intervient dans une situation particulière, après les attentats du 11 septembre 2001 contre le World Trade Centre. Il était clair que le régime taliban n'allait jamais livrer Ben Laden, l'auteur des attentats. Les États-Unis avaient donc le droit d'intervenir puisque son territoire était menacé.

L'ouvrage offre un très bon chapitre sur la politique européenne de sécurité et de défense (PESD), symbole d'un monde en pleine transformation. Les États-Unis ont toujours eu une position ambiguë face aux efforts des Européens de se construire une identité en matière de défense. Ils ont accueilli le fait que les Européens prenaient en charge le fardeau de l'après-guerre froide mais ont en même temps été très suspicieux envers les implications à long terme de la PESD. Les Américains avaient peur que celle-ci ne mène à une érosion de l'OTAN. L'UE a cherché à se construire une identité en matière de défense. Elle l'a fait minutieusement, pas à pas au travers des déclarations

et des Conseils européens : St-Malo, Cologne. Mais les efforts ne sont pas faciles étant donné les divergences de vues entre la Grande-Bretagne, proche des États-Unis avec qui elle partage des liens militaires et de renseignements, la France qui a plus d'une fois défié la puissance américaine et l'Allemagne qui se débat avec un passé douloureux.

L'ouvrage offre aussi quelques études de cas : la Bosnie-Herzégovine, l'Afghanistan et le Cambodge. La force de police internationale d'intervention en Bosnie-Herzégovine a été mise en place dans les années quatre-vingt-dix dans le but de protéger les citoyens bosniaques, de rétablir l'État de droit et de consolider la paix en Bosnie. Sa tâche ne s'est pas révélée facile. Elle disposait de peu de moyens pour lutter efficacement contre le crime et la corruption, et sa capacité d'imposer sa loi sur la police bosniaque est très faible. Ce n'est pas l'échec de cette force qui est en jeu mais l'échec de tout le processus de Dayton. Le processus de reconstruction en Afghanistan n'est pas celui de la transformation d'un État faible (*failed*) en un État fort, mais celui de la transformation d'un État faible en un autre État faible où la culture du pavot est incontournable pour procurer des revenus à des paysans appauvris par la guerre.

Alice LANDAU

Département de science politique  
Université de Genève, Suisse

## DROIT INTERNATIONAL

### Le juge communautaire et la mer.

CUDENNEC, Annie et Gaëlle GUEGUEN-HALLOUËT (dir.). *Coll. Rencontres européennes, Bruxelles, Éditions Bruylant, 2003, 188 p.*

Dès lors que les traités originaires de l'Union européenne abordent rarement la question maritime, celle-ci est devenue un champ d'investigation privilégié de l'exégèse de la jurisprudence communautaire. Rassemblant les communications présentées lors d'une journée d'études de la Commission pour l'étude des communautés européennes (CEDECE) organisée à la Faculté de droit de Brest le 15 mai 2002, l'ouvrage étudie dans quelle mesure le juge de Luxembourg contribue à dégager les éléments fondateurs d'une véritable politique européenne de la mer. L'une des originalités de l'ouvrage tient au fait qu'il met en perspective les analyses, en français et en anglais, d'universitaires spécialistes de ces questions et celles de praticiens des institutions communautaires. Le propos, qui s'articule en trois points, est précédé d'une préface, signée par le juge à la Cour de justice des Communautés européennes Jean-Pierre Puissechot, et d'un rapport introductif de Daniel Vignes sur « la *Creeping jurisdiction* et la communauté européenne ».

La première partie aborde la politique des ports et des transports maritimes. Le premier chapitre écrit par Mme Gaëlle Guéguen-Hallouët tend à montrer l'apport considérable du juge communautaire dans l'application des règles de concurrence aux ports maritimes. Par la suite, la com-